

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2014/206982]

Extrait de l'arrêt n° 158/2014 du 30 octobre 2014

Numéro du rôle : 5796

En cause : le recours en annulation partielle de l'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013, introduit par Luc Detilloux et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours et procédure

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 31 décembre 2013 et parvenue au greffe le 2 janvier 2014, un recours en annulation des mots « pour une raison autre que l'inaptitude physique » dans l'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013 (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} juillet 2013, deuxième édition) a été introduit par Luc Detilloux, Hervé Scouflaire, Didier Mairesse, Patrick Descy et Patrick Cansse, assistés et représentés par Me P. Vande Castele, avocat au barreau d'Anvers.

(...)

II. En droit

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation partielle de l'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013, qui dispose :

« Pour les pensions visées ci-après, les montants limites à prendre en considération sont ceux visés à l'article 78 et les revenus professionnels sont ceux afférents à ces mêmes années :

a) les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'inaptitude physique;

b) les pensions de retraite accordées aux anciens membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique;

c) les pensions de retraite qui ont pris cours avant le 1^{er} juillet 1982 ».

B.1.2. L'article 81 attaqué prend place dans le titre 8, consacré aux pensions, de la loi-programme du 28 juin 2013. Il est situé dans le chapitre 1^{er}, « Cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement », section 2, « Cumul de pensions de retraite ou de survie avec des revenus professionnels ».

B.1.3. En vertu de l'article 77 de cette loi-programme, une pension de retraite ou de survie du secteur public ne peut en principe pas être cumulée avec des revenus professionnels. Les articles 78 à 90 établissent toutefois des exceptions à ce principe, notamment lorsque les revenus professionnels ne dépassent pas certains montants.

B.1.4. L'article 78 concerne l'exercice d'une activité professionnelle durant les années postérieures à celle au cours de laquelle la personne concernée a atteint l'âge de 65 ans. Cette disposition autorise le cumul d'une pension de retraite ou de survie avec des revenus professionnels ne dépassant pas 21.865,23 euros, 17.492,17 euros ou 21.865,23 euros selon qu'ils sont obtenus respectivement en tant que travailleur salarié, travailleur indépendant ou qu'ils sont tirés de l'exercice d'une autre activité ou d'un autre mandat, charge ou office.

L'article 80 concerne l'exercice d'une activité professionnelle durant les années antérieures à celle au cours de laquelle la personne retraitée atteint l'âge de 65 ans. Cette disposition autorise le cumul d'une pension de retraite ou d'une pension de survie cumulée avec une pension de retraite avec des revenus professionnels ne dépassant pas 7.570,00 euros, 6.056,01 euros ou 7.570,00 euros selon qu'ils sont obtenus respectivement en tant que travailleur salarié, en tant que travailleur indépendant ou qu'ils sont tirés de l'exercice d'une autre activité ou d'un autre mandat, charge ou office.

B.1.5. L'article 81 prévoit un régime de cumul plus favorable que celui de l'article 80 pour trois catégories de bénéficiaires d'une pension de retraite qui recueillent des revenus professionnels au cours des années antérieures à celle au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 65 ans. Pour ces catégories, ce sont les plafonds, plus élevés, de l'article 78 qui s'appliquent en lieu et place des plafonds de l'article 80. Parmi ces catégories figure celle des personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'inaptitude physique.

B.2. Les parties requérantes contestent l'exclusion des personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique de ce régime plus favorable prévu par l'article 81 attaqué. Elles demandent en conséquence à la Cour d'annuler, dans l'article 81, a), les mots « pour une raison autre que l'inaptitude physique ».

Quant à la recevabilité du recours

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours dans le chef de la première partie requérante pour défaut d'intérêt. Il estime en outre que l'intérêt des quatrième et cinquième parties requérantes est purement hypothétique.

B.3.2. Les deuxième et troisième parties requérantes sont des anciens militaires du cadre actif qui ont été mis à la retraite d'office pour cause d'inaptitude physique. Leur intérêt à demander l'annulation de la disposition attaquée n'est pas contesté. Cette disposition leur étant applicable et ayant un effet défavorable sur leur situation, ces parties requérantes ont intérêt à en demander l'annulation.

B.3.3. Dès lors que certaines des parties requérantes justifient d'un intérêt au recours, il n'est pas nécessaire d'examiner si les autres parties requérantes justifient également d'un intérêt à poursuivre l'annulation de la disposition attaquée.

Quant au fond

B.4. Les parties requérantes prennent un moyen unique de la violation, par l'article 81, a), de la loi-programme du 28 juin 2013, des articles 10, 11 et 23 de la Constitution. Elles soutiennent qu'en excluant du régime plus favorable de cumul d'une pension de retraite et d'un revenu professionnel les personnes qui ont été mises d'office à la retraite pour cause d'inaptitude physique, cette disposition crée une différence de traitement dénuée de justification entre les personnes mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans selon qu'elles l'ont été pour cause d'inaptitude physique ou pour un autre motif.

B.5.1. Le titre 8, qui contient la disposition attaquée, a été inséré dans le projet de loi-programme par un amendement du Gouvernement. Ce texte vise à mettre en œuvre l'accord gouvernemental qui prévoyait « pour les pensionnés qui souhaitent travailler volontairement après leur pension, [...] une réforme du régime de cumul d'une pension avec une activité professionnelle autorisée » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2853/003, p. 17).

La justification de l'amendement indique :

« L'objectif de ce projet est d'assouplir certaines [des] restrictions concernant les activités professionnelles autorisées, afin de maîtriser le nombre d'emplois en pénurie et de remplacements à pourvoir. En effet, s'il est plus facile pour les pensionnés de rester au travail, il y aura moins d'emplois pour lesquels l'employeur devra rechercher un remplaçant adéquat à la suite d'un départ à la pension. De plus, le fait que les pensionnés pourront travailler plus peut aussi contribuer à faciliter le remplacement d'effectifs pour certaines professions où il y a pénurie de main d'œuvre. L'augmentation du nombre de personnes qui souhaitent cumuler une pension de retraite et des revenus professionnels peut en effet être de nature à accroître le nombre de candidats pour une profession en pénurie.

Cependant, le but n'est nullement de supprimer totalement les limites de cumul entre pensions et revenus professionnels. Le principe selon lequel une pension de retraite ne peut pas être combinée avec un revenu du travail doit demeurer la règle » (*ibid.*, p. 22).

B.5.2. Au sujet du régime de cumul de faveur établi par la disposition attaquée, la justification de l'amendement précise :

« L'article [81] prévoit que les pensions de retraite accordées soit à une personne mise d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'inaptitude physique, soit à un ancien membre du personnel de carrière des cadres d'Afrique, ainsi que les pensions de retraite ayant pris cours avant le 1^{er} juillet 1982, bénéficient d'un régime préférentiel en ce sens que les montants limités à prendre en compte sont ceux plus élevés visés à l'article [78] et qui s'appliquent aux bénéficiaires de pension de plus de 65 ans. De plus, ces pensions, dans des cas précis tels que décrits à l'article 15, § 4, al. 1, b), se voient appliquer des règles de diminution spécifiques en cas de dépassement des limites autorisées.

En ce qui concerne les militaires qui ont été mis à la pension de retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour une autre raison que l'inaptitude physique, les montants limites préférentiels déjà énoncés dans ladite loi du 5 avril 1994 sont donc maintenus, afin de tenir compte des limites d'âge inférieures spécifiques qui sont applicables à cette catégorie d'agents » (*ibid.*, p. 24).

B.6. L'exclusion du régime plus favorable de cumul attaquée repose sur le motif pour lequel l'agent n'ayant pas encore atteint l'âge de 65 ans est mis à la retraite d'office. Les personnes mises à la retraite d'office pour le motif que la loi ou la réglementation prévoit une mise à la retraite, pour la catégorie d'agents à laquelle elles appartiennent, à un âge antérieur à 65 ans bénéficient du régime plus favorable alors que les personnes mises à la retraite d'office pour cause d'inaptitude physique ne bénéficient pas de ce régime plus favorable. Dès lors, les premières peuvent cumuler leur pension de retraite avec un revenu professionnel jusqu'à 21.865,23 euros ou 17.492,17 euros alors que les secondes ne peuvent cumuler leur pension de retraite avec un revenu professionnel que jusqu'à 7.570,00 euros ou 6.056,01 euros.

B.7.1. Une différence de traitement entre les personnes mises à la retraite d'office pour cause d'inaptitude physique ou pour une autre cause était déjà établie par la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement (article 4, § 4, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 décembre 2002 apportant diverses modifications à la loi du 5 avril 1994, et article 5), abrogée par l'article 99 de la loi-programme du 28 juin 2013.

Cette différence de traitement trouve son origine dans l'arrêté royal du 13 avril 1982 portant exécution de l'article 11 de la loi-programme du 2 juillet 1981, qui établissait une sanction moins sévère, en cas de dépassement des plafonds de revenus autorisés, pour les personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans, à l'exclusion des personnes mises à la retraite d'office avant cet âge pour cause d'inaptitude physique.

B.7.2. L'exclusion des personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique du régime favorable de cumul de la pension avec un revenu professionnel n'a pas été justifiée lors des travaux préparatoires de la loi-programme attaquée. Elle n'avait pas non plus été justifiée lors des travaux préparatoires de la loi du 5 avril 1994 précitée.

B.7.3. Par ailleurs, la mesure attaquée ne poursuit pas un objectif de sauvegarde du régime des pensions ou de la sécurité sociale. En effet, comme la Cour l'a jugé par son arrêt n° 176/2008 du 3 décembre 2008, « ce problème [faire en sorte d'éviter qu'une pension de retraite ou de survie puisse être perçue en même temps que d'autres revenus de remplacement, afin de ne pas compromettre la viabilité du régime de la sécurité sociale en général et de celui des pensions en particulier] ne se pose pas lorsque c'est l'exercice autorisé d'une activité professionnelle limitée qui procure un revenu complémentaire au bénéficiaire d'une pension de retraite ou de survie, étant donné que cette activité professionnelle ne porte pas préjudice au régime de la sécurité sociale, voire contribue, le cas échéant - de façon modérée certes - au financement de celui-ci » (B.4).

B.8.1. Le critère tiré du motif de la mise à la retraite anticipée est objectif. La Cour doit encore examiner si ce critère est pertinent.

Les deux catégories de personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans se trouvent dans une situation semblable dans la mesure où elles sont retraitées, pour une raison indépendante de leur volonté, à un âge auquel les autres agents peuvent encore travailler et jouir des revenus de leur travail. Par ailleurs, ces deux catégories de personnes sont autorisées à exercer, en cumul avec leur pension de retraite, une activité leur procurant un revenu professionnel ne dépassant pas certains plafonds. Enfin, ces deux catégories de personnes se voient appliquer, pour les années postérieures à celle au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 65 ans, le même régime en ce qui concerne les plafonds de revenus à ne pas dépasser.

B.8.2. Au regard de l'objectif poursuivi par l'autorisation de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec un revenu professionnel, tel qu'il est rappelé en B.5.1, les agents mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison indépendante de leur volonté se trouvent, pour les motifs indiqués en B.8.1, dans une situation identique. Dès lors, il n'est pas justifié d'exclure du régime préférentiel de cumul les agents qui ont été mis à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique et qui ont la volonté et la possibilité - ce qui dépend de la situation personnelle et médicale de chaque personne - d'acquiescer un revenu professionnel.

B.9. L'exclusion du régime favorable de cumul des agents mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique a en outre des conséquences disproportionnées dès lors que ces personnes ne bénéficient pas, par hypothèse, d'une pension complète et risquent donc de se trouver dans une situation précaire. Il en va d'autant plus ainsi qu'en vertu de l'article 91 de la loi-programme du 28 juin 2013, il leur est désormais interdit de cumuler leur pension de retraite avec un revenu de remplacement, tel qu'une indemnité d'invalidité.

B.10. Enfin, l'article 115, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier dispose :

« Sauf exceptions établies ci-après, le droit à une pension de retraite ne peut naître avant le premier du mois qui suit celui où les personnes mentionnées à l'article 113 atteignent l'âge de 65 ans.

Pour les militaires et les membres du corps de Gendarmerie, et jusqu'à ce qu'il y soit pourvu autrement, le droit existe au moment où ils atteignent la limite d'âge prévue par les dispositions en vigueur avant le 1^{er} janvier 1961 ».

Il résulte de cette disposition que l'hypothèse de la mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour une autre cause que l'inaptitude physique ne concerne, actuellement, que les militaires, ce qui explique que la justification de l'amendement citée en B.5.2 vise cette catégorie de personnes. Il en découle que la disposition attaquée n'est applicable, en l'état, qu'aux militaires. En revanche, l'hypothèse de la mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique peut se présenter pour toutes les catégories d'agents visées par la disposition attaquée. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, l'annulation des mots « pour une raison autre que l'inaptitude physique » n'a pas pour conséquence de créer une différence de traitement entre les militaires mis à la retraite d'office pour cause d'inaptitude physique et les autres agents mis à la retraite d'office pour la même cause.

B.11. Le recours est fondé. Il y a lieu d'annuler, dans l'article 81, a), de la loi-programme du 28 juin 2013, les mots « pour une raison autre que l'inaptitude physique ».

Par ces motifs,

la Cour

annule les mots « pour une raison autre que l'inaptitude physique » dans l'article 81, a), de la loi-programme du 28 juin 2013.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 30 octobre 2014.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2014/206982]

Uittreksel uit arrest nr. 158/2014 van 30 oktober 2014

Rolnummer : 5796

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013, ingesteld door Luc Detilloux en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 31 december 2013 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 januari 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » in artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 juli 2013, tweede editie) door Luc Detilloux, Hervé Scouflaire, Didier Mairesse, Patrick Descy en Patrick Canse, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Antwerpen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de gedeeltelijke vernietiging van artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013, dat bepaalt :

« Voor de volgende pensioenen zijn de in aanmerking te nemen grensbedragen deze bedoeld in artikel 78 en zijn de beroepsinkomsten deze die betrekking hebben op dezelfde jaren :

a) een rustpensioen toegekend aan een persoon die om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust gesteld werd;

b) een rustpensioen toegekend aan een gewezen lid van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika;

c) een vóór 1 juli 1982 ingegaan rustpensioen ».

B.1.2. Het bestreden artikel 81 is ondergebracht in de aan de pensioenen gewijde titel 8 van de programmawet van 28 juni 2013. Het staat in hoofdstuk 1, « Regeling van de cumulatie van pensioenen van de overheidssector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen », afdeling 2, « Cumulatie van rust- of overlevingspensioenen met beroepsinkomsten ».

B.1.3. Krachtens artikel 77 van die programmawet mag een rust- of overlevingspensioen van de overheidssector in beginsel niet met beroepsinkomsten worden gecumuleerd. De artikelen 78 tot 90 stellen echter uitzonderingen op dat beginsel in, met name wanneer de beroepsinkomsten bepaalde bedragen niet overschrijden.

B.1.4. Artikel 78 betreft de uitoefening van een beroepsactiviteit gedurende de jaren die volgen op het jaar waarin de betrokkene de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt. Die bepaling staat de cumulatie toe van een rust- of overlevingspensioen met beroepsinkomsten die 21.865,23 euro, 17.492,17 euro of 21.865,23 euro niet overschrijden, naargelang zij respectievelijk als werknemer of als zelfstandige worden verkregen dan wel worden gehaald uit de uitoefening van een andere activiteit of een ander mandaat of ambt of een andere post.

Artikel 80 betreft de uitoefening van een beroepsactiviteit gedurende de jaren vóór het jaar waarin de op rust gestelde persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt. Die bepaling staat de cumulatie toe van een rustpensioen of een met een rustpensioen gecumuleerd overlevingspensioen met beroepsinkomsten die 7.570,00 euro, 6.056,01 euro of 7.570,00 euro niet overschrijden, naargelang zij respectievelijk als werknemer of als zelfstandige worden verkregen dan wel worden gehaald uit de uitoefening van een andere activiteit of een ander mandaat of ambt of een andere post.

B.1.5. Artikel 81 voorziet voor drie categorieën van gerechtigden van een rustpensioen die in de loop van de jaren vóór het jaar waarin zij de leeftijd van 65 jaar bereiken, beroepsinkomsten ontvangen, in een cumulatierегeling die voordeliger is dan de regeling van artikel 80. Voor die categorieën zijn het de hogere plafonds van artikel 78 die van toepassing zijn in de plaats van de plafonds van artikel 80. Tot die categorieën behoort de categorie van de personen die om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld.

B.2. De verzoekende partijen betwisten de uitsluiting van personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, van die gunstigere regeling, waarin is voorzien bij het bestreden artikel 81. Zij verzoeken het Hof bijgevolg in artikel 81, a), de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » te vernietigen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.3.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep wegens gebrek aan belang van de eerste verzoekende partij. Hij is bovendien van mening dat het belang van de vierde en de vijfde verzoekende partij zuiver hypothetisch is.

B.3.2. De tweede en de derde verzoekende partij zijn gewezen militairen van het actief kader die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust zijn gesteld. Hun belang om de vernietiging van de bestreden bepaling te vorderen wordt niet betwist. Aangezien die bepaling op hen van toepassing is en op hun situatie een ongunstig effect heeft, hebben die verzoekende partijen belang erbij de vernietiging ervan te vorderen.

B.3.3. Aangezien sommigen van de verzoekende partijen doen blijken van een belang bij het beroep, is het niet nodig te onderzoeken of de andere verzoekende partijen eveneens doen blijken van een belang om de vernietiging van de bestreden bepaling te vorderen.

Ten gronde

B.4. De verzoekende partijen leiden een enig middel af uit de schending, door artikel 81, a), van de programmawet van 28 juni 2013, van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet. Zij betogen dat door de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust zijn gesteld, uit te sluiten van de gunstigere regeling van cumulatie van een rustpensioen met een beroepsinkomen, die bepaling een onverantwoord verschil in behandeling in het leven roept onder de personen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, naargelang zij op rust zijn gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid of om een andere reden.

B.5.1. Titel 8, die de bestreden bepaling bevat, is bij een amendement van de Regering in het ontwerp van programmawet ingevoegd. Die tekst strekt ertoe het regeerakkoord uit te voeren, dat « voor gepensioneerden die vrijwillig willen werken na het pensioen » voorzag in « een hervorming wat het combineren van een pensioen met een toegelaten beroepsactiviteit betreft » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2853/003, p. 17).

In de verantwoording van het amendement wordt vermeld :

« De bedoeling van dit ontwerp bestaat erin om sommige van [de] beperkingen inzake toegelaten beroepsactiviteiten te versoepelen. Deze versoepeling is ingegeven door een bekommernis om het aantal knelpuntvacatures en het aantal vervangingsvacatures in de hand te houden. Wanneer gepensioneerden gemakkelijker aan het werk kunnen blijven, zullen er immers minder banen zijn waarvoor een werkgever op zoek zal moeten gaan naar een geschikte vervanger voor een personeelslid dat op pensioen gaat. De omstandigheid dat gepensioneerden meer zullen mogen werken, kan eveneens ertoe bijdragen dat sommige knelpuntvacatures makkelijker ingevuld kunnen worden. Door een grotere instroom van personen die hun rustpensioen met beroepsinkomsten willen cumuleren, kan namelijk de pool aan kandidaten voor een knelpuntberoep worden vergroot.

Het is echter geenszins de bedoeling dat er totaal geen grenzen meer zouden zijn qua cumulatie van pensioenen met beroepsinkomsten. Het beginsel dat een rustpensioen niet kan worden gecumuleerd met een inkomen uit arbeid, dient de regel te blijven » (*ibid.*, p. 22).

B.5.2. Aangaande de bij de bestreden bepaling ingestelde voorkeursregeling inzake cumulatie wordt in de verantwoording van het amendement gepreciseerd :

« Artikel [81] bepaalt dat een rustpensioen toegekend aan een persoon die ambtshalve op rustpensioen werd gesteld vóór de leeftijd van 65 jaar omwille van een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid, een rustpensioen toegekend aan een gewezen lid van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika alsook een vóór 1 juli 1982 ingegaan rustpensioen, een preferentieel stelsel genieten in die zin dat de in aanmerking te nemen grensbedragen de verhoogde grensbedragen zijn zoals bedoeld in artikel [78], namelijk deze die van toepassing zijn op de pensioengerechtigden van meer dan 65 jaar. Bovendien wordt op deze pensioenen in bepaalde gevallen, zoals omschreven in artikel 15 § 4, eerste lid, b), een specifieke verminderingsmaatregel toegepast in geval van overschrijding van de toegelaten grensbedragen.

Aldus worden, wat de militairen betreft die ambtshalve op rustpensioen [werden] gesteld vóór de leeftijd van 65 jaar omwille van een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid, de preferentiële grensbedragen die reeds vervat lagen in voormelde wet van 5 april 1994 verder behouden, teneinde rekening te houden met de specifieke, lagere leeftijdsgrenzen die op deze categorie van personeelsleden van toepassing zijn » (*ibid.*, p. 24).

B.6. De bestreden uitsluiting van de gunstigere cumulatierегeling berust op de reden waarom de ambtenaar die de leeftijd van 65 jaar nog niet heeft bereikt ambtshalve op rust wordt gesteld. De personen die ambtshalve op rust worden gesteld om de reden dat de wet of de regelgeving, voor de categorie van ambtenaren waartoe zij behoren, voorziet in een opruistelling op een leeftijd vóór 65 jaar, genieten de gunstigere regeling, terwijl de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust worden gesteld die gunstigere regeling niet genieten. Derhalve kunnen de eersten hun rustpensioen met een beroepsinkomen cumuleren tot 21.865,23 euro of 17.492,17 euro, terwijl de tweeden hun rustpensioen slechts met een beroepsinkomen kunnen cumuleren tot 7.570,00 euro of 6.056,01 euro.

B.7.1. Een verschil in behandeling tussen de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid of om een andere reden ambtshalve op rust zijn gesteld was reeds ingesteld bij de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen (artikel 4, § 4, vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 2002 houdende diverse wijzigingen aan de wet van 5 april 1994, en artikel 5), opgeheven bij artikel 99 van de programmawet van 28 juni 2013.

Dat verschil in behandeling vindt zijn oorsprong in het koninklijk besluit van 13 april 1982 tot uitvoering van artikel 11 van de programmawet van 2 juli 1981, dat voor de personen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, met uitzondering van de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór die leeftijd ambtshalve op rust zijn gesteld, een minder strenge sanctie instelde in geval van overschrijding van de toegelaten inkomensplafonds.

B.7.2. De uitsluiting van de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, van de gunstige regeling inzake cumulatie van het pensioen met een beroepsinkomen is bij de parlementaire voorbereiding van de bestreden programmawet niet verantwoord. Zij werd evenmin verantwoord bij de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 5 april 1994.

B.7.3. Daarenboven wordt met de bestreden maatregel niet een doelstelling van vrijwaring van het stelsel van de pensioenen of van de sociale zekerheid nagestreefd. Immers, zoals het Hof heeft geoordeeld bij zijn arrest nr. 176/2008 van 3 december 2008, doet « die zorg [te vermijden dat een rust- of overlevingspensioen gelijktijdig met andere vervangingsinkomens zou kunnen worden genoten, om aldus de betaalbaarheid van het stelsel van de sociale zekerheid in het algemeen en van de pensioenen in het bijzonder niet in het gedrang te brengen] doet zich niet voor in zoverre door een beperkte toegelaten arbeid een bijkomend inkomen zou worden gegenereerd door de genietter van een rust- of overlevingspensioen, vermits die arbeid het socialezekerheidsstelsel niet bezwaart maar in voorkomend geval zelfs - weliswaar in beperkte mate - bijdraagt tot de financiering ervan » (B.4).

B.8.1. Het criterium dat is afgeleid uit de reden van de vervroegde opruststelling is objectief. Het Hof dient nog te onderzoeken of dat criterium relevant is.

Beide categorieën van personen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld bevinden zich in een soortgelijke situatie in zoverre zij, om een reden die onafhankelijk is van hun wil, op rust worden gesteld op een leeftijd waarop de andere ambtenaren nog kunnen werken en nog de inkomsten van hun arbeid kunnen genieten. Daarenboven mogen die beide categorieën van personen, in cumulatie met hun rustpensioen, een activiteit uitoefenen die hun een beroepsinkomen verschaft dat bepaalde plafonds niet overschrijdt. Ten slotte wordt op die beide categorieën van personen, voor de jaren na het jaar waarin zij de leeftijd van 65 jaar bereiken, dezelfde regeling toegepast wat betreft de inkomensplafonds die niet mogen worden overschreden.

B.8.2. Ten aanzien van de doelstelling die wordt nagestreefd met de machtiging tot cumulatie van een rust- of overlevingspensioen met een beroepsinkomen, zoals die doelstelling in B.5.1 in herinnering is gebracht, bevinden de ambtenaren die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld om een reden die onafhankelijk is van hun wil, zich om de in B.8.1 aangegeven redenen in een identieke situatie. Derhalve is het niet verantwoord de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld en die de wil en de mogelijkheid hebben - hetgeen afhangt van de persoonlijke en medische situatie van elke persoon - om een beroepsinkomen te verwerven, van de preferentiële cumulatieregeling uit te sluiten.

B.9. Het feit dat de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld van de gunstige cumulatieregeling worden uitgesloten, heeft bovendien onevenredige gevolgen aangezien die personen per definitie geen volledig pensioen genieten en dus het risico lopen zich in een kwetsbare situatie te bevinden. Dat geldt des te meer omdat het hun krachtens artikel 91 van de programmawet van 28 juni 2013 voortaan verboden is hun rustpensioen te cumuleren met een vervangingsinkomen, zoals een invaliditeitsuitkering.

B.10. Ten slotte bepaalt artikel 115, eerste en tweede lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel :

« Behoudens de hierna opgegeven uitzonderingen, mag het recht op een rustpensioen niet ontstaan vóór de eerste van de maand die volgt op deze waarin de in artikel 113 vermelde personen de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Voor de militairen en de leden van het Rijkswachtkorps, en totdat hierin op een andere wijze zal worden voorzien, bestaat het recht op het ogenblik dat zij de leeftijdsgrens bereiken, voorzien bij de bepalingen die vóór 1 januari 1961 van kracht waren ».

Uit die bepaling volgt dat het geval van de ambtshalve opruststelling vóór de leeftijd van 65 jaar om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid thans slechts de militairen betreft, hetgeen verklaart dat de in B.5.2 aangehaalde verantwoording van het amendement die categorie van personen beoogt. Daaruit vloeit voort dat de bestreden bepaling in haar huidige staat slechts van toepassing is op de militairen. Daarentegen kan het geval van de ambtshalve opruststelling vóór de leeftijd van 65 jaar wegens lichamelijke ongeschiktheid zich voordoen voor alle bij de bestreden bepaling beoogde categorieën van ambtenaren. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad betoogt, heeft de vernietiging van de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » niet tot gevolg een verschil in behandeling tussen de militairen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust worden gesteld en de andere ambtenaren die om dezelfde reden ambtshalve op rust worden gesteld, in het leven te roepen.

B.11. Het beroep is gegrond. In artikel 81, a), van de programmawet van 28 juni 2013 dienen de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » te worden vernietigd.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » in artikel 81, a), van de programmawet van 28 juni 2013.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 30 oktober 2014.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2014/206982]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 158/2014 vom 30. Oktober 2014

Geschäftsverzeichnisnummer 5796

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013, erhoben von Luc Detilloux und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 31. Dezember 2013 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Januar 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Wortfolge « aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit » in Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Juli 2013, zweite Ausgabe): Luc Detilloux, Hervé Scouflaire, Didier Mairesse, Patrick Descy und Patrick Cansse, unterstützt und vertreten durch RA P. Vande Castele, in Antwerpen zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die teilweise Nichtigerklärung von Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013, der bestimmt:

« Was die nachstehend erwähnten Pensionen betrifft, entsprechen die zu berücksichtigenden Grenzbeträge den in Artikel 78 vorgesehenen Beträgen, wobei die Berufseinkünfte dieselben Jahre betreffen:

a) Ruhestandspensionen, die Personen gewährt werden, die aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit vor ihrem 65. Geburtstag von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden sind,

b) Ruhestandspensionen, die ehemaligen Berufspersonalmitgliedern der Kader in Afrika gewährt werden,

c) Ruhestandspensionen, die vor dem 1. Juli 1982 eingesetzt haben ».

B.1.2. Der angefochtene Artikel 81 ist Bestandteil des die Pensionen betreffenden Titels 8 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013. Er ist enthalten in Abschnitt 2 (« Gleichzeitiger Bezug von Ruhestands- oder Hinterbliebenenpensionen und Berufseinkünften ») von Kapitel 1 (« Gleichzeitiger Bezug von Pensionen des öffentlichen Sektors und Einkünften aus einer Berufstätigkeit oder einem Ersatzeinkommen »).

B.1.3. Aufgrund von Artikel 77 dieses Programmgesetzes darf eine Ruhestands- oder Hinterbliebenenpension des öffentlichen Sektors grundsätzlich nicht gleichzeitig mit Berufseinkünften bezogen werden. In den Artikeln 78 bis 90 sind jedoch Ausnahmen zu diesem Grundsatz festgelegt, insbesondere wenn die Berufseinkünfte bestimmte Beträge nicht überschreiten.

B.1.4. Artikel 78 betrifft die Ausübung einer Berufstätigkeit während der Jahre nach demjenigen, in dem die betreffende Person das Alter von 65 Jahren erreicht hat. Diese Bestimmung erlaubt den gleichzeitigen Bezug einer Ruhestands- oder Hinterbliebenenpension und von Berufseinkünften, die nicht höher sind als 21.865,23 Euro, 17.492,17 Euro oder 21.865,23 Euro, je nachdem, ob sie als Lohnempfänger oder als Selbständiger bezogen werden oder ob sie aus der Ausübung einer anderen Tätigkeit oder eines anderen Mandates oder Amtes oder eines anderen Postens stammen.

Artikel 80 betrifft die Ausübung einer Berufstätigkeit während der Jahre vor demjenigen, in dem die in den Ruhestand versetzte Person das Alter von 65 Jahren erreicht. Diese Bestimmung erlaubt den gleichzeitigen Bezug einer Ruhestandspension oder einer mit einer Ruhestandspension gleichzeitig bezogenen Hinterbliebenenpension mit Berufseinkünften, die 7.570,00 Euro, 6.056,01 Euro oder 7.570,00 Euro nicht überschreiten, je nachdem, ob sie als Lohnempfänger oder als Selbständiger bezogen werden oder ob sie aus der Ausübung einer anderen Tätigkeit oder eines anderen Mandates oder Amtes oder eines anderen Postens stammen.

B.1.5. In Artikel 81 ist für drei Kategorien von Empfängern einer Ruhestandspension, die im Laufe der Jahre vor demjenigen, in dem sie das Alter von 65 Jahren erreichen, Berufseinkünfte erzielen, eine vorteilhaftere Regelung für den gleichzeitigen Bezug vorgesehen als in Artikel 80. Für diese Kategorien gelten die höheren Obergrenzen von Artikel 78 statt der Obergrenzen von Artikel 80. Zu diesen Kategorien gehört diejenige der Personen, die aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden.

B.2. Die klagenden Parteien fechten den Ausschluss der Personen, die wegen ihrer körperlichen Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, aus dieser günstigeren Regelung an, die in dem angefochtenen Artikel 81 vorgesehen ist. Sie bitten daher den Gerichtshof, in Artikel 81 Buchstabe a) die Wortfolge « aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit » für nichtig zu erklären.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.3.1. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der Klage in Ermangelung eines Interesses der ersten klagenden Partei in Abrede. Er ist überdies der Auffassung, dass das Interesse der vierten und der fünften klagenden Partei rein hypothetisch sei.

B.3.2. Die zweite und die dritte klagende Partei sind ehemalige Militärpersonen des aktiven Kadern, die wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden. Ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung wird nicht angefochten. Da diese Bestimmung auf sie Anwendung findet und sich nachteilig auf ihre Situation auswirkt, besitzen diese klagenden Parteien ein Interesse an der Beantragung ihrer Nichtigerklärung.

B.3.3. Da einige der klagenden Parteien ein Interesse an der Klage nachweisen, braucht nicht geprüft zu werden, ob die anderen klagenden Parteien ebenfalls ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung besitzen.

Zur Hauptsache

B.4. Die klagenden Parteien leiten einen einzigen Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung durch Artikel 81 Buchstabe *a*) des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 ab. Sie führen an, dass diese Bestimmung dadurch, dass durch sie die Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, aus der vorteilhafteren Regelung des gleichzeitigen Bezugs einer Ruhestandspension und eines Berufseinkommens ausgeschlossen würden, einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied einführe zwischen den Personen, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt würden, je nachdem, ob sie wegen körperlicher Untauglichkeit oder aus einem anderen Grund in den Ruhestand versetzt worden seien.

B.5.1. Titel 8, der die angefochtenen Bestimmung enthält, wurde durch einen Abänderungsantrag der Regierung in den Entwurf des Programmgesetzes eingefügt. Dieser Text bezweckt, das Regierungsabkommen umzusetzen, das « für Pensionierte, die nach ihrer Pension freiwillig arbeiten möchten [...], eine Reform der Regelung für den gleichzeitigen Bezug einer Pension mit der Ausübung einer zulässigen Berufstätigkeit » vorsah (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2853/003, S. 17).

In der Begründung des Abänderungsantrags heißt es:

« Ziel dieses Entwurfs ist es, gewisse Einschränkungen bezüglich der zulässigen Berufstätigkeiten flexibler zu gestalten, um die Zahl der unbesetzten Stellen und der zu ersetzenden Personen in den Griff zu bekommen. Während es für die Pensionierten leichter ist, an der Arbeit zu bleiben, wird es weniger Stellen geben, für die der Arbeitgeber im Anschluss an eine Ruhestandsversetzung einen Ersatz suchen muss. Der Umstand, dass die Pensionierten mehr werden arbeiten können, kann außerdem dazu beitragen, den Ersatz von Mitarbeitern in gewissen Berufen, in denen ein Mangel an Arbeitskräften besteht, zu erleichtern. Die Zunahme der Anzahl Personen, die gleichzeitig eine Ruhestandspension und Berufseinkünfte beziehen möchten, kann nämlich die Zahl der Bewerber für einen Mangelberuf erhöhen.

Es besteht jedoch keineswegs die Absicht, die Grenzen für den gleichzeitigen Bezug von Pensionen und Berufseinkünften vollständig abzuschaffen. Der Grundsatz, wonach eine Ruhestandspension nicht mit einem Einkommen aus Arbeit kombiniert werden darf, muss die Regel bleiben » (ebenda, S. 22).

B.5.2. Bezüglich der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Vorzugsregelung in Bezug auf den gleichzeitigen Bezug heißt es in der Begründung des Abänderungsantrags:

« Artikel [81] sieht vor, dass die Ruhestandspensionen, die entweder einer Person, die aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wird, oder einem ehemaligen Mitglied des Berufspersonals der Kader in Afrika gewährt werden, sowie die Ruhestandspensionen, die vor dem 1. Juli 1982 eingesetzt haben, in den Genuss einer Vorzugsregelung gelangen in dem Sinne, dass die zu berücksichtigenden Grenzbeträge höher sind als diejenigen im Sinne von Artikel [78], die für Pensionsempfänger im Alter von über 65 Jahren gelten. Auf diese Pensionen werden außerdem in bestimmten Fällen, die in Artikel 15 § 4 Absatz 1 Buchstabe *b*) beschrieben sind, spezifische Verringerungsmaßnahmen im Falle der Überschreitung der zulässigen Obergrenzen angewandt.

In Bezug auf die Militärpersonen, die von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden vor dem Alter von 65 Jahren aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit, werden also die bereits im vorerwähnten Gesetz vom 5. April 1994 angeführten Vorzugsobergrenzen beibehalten, um den spezifischen niedrigeren Altersgrenzen, die für diese Kategorie von Personalmitgliedern gelten, Rechnung zu tragen » (ebenda, S. 24).

B.6. Der beanstandete Ausschluss aus der günstigeren Regelung des gleichzeitigen Bezugs beruht auf dem Grund, aus dem der Bedienstete, der noch nicht das Alter von 65 Jahren erreicht hat, von Amts in den Ruhestand versetzt wird. Die Personen, die von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden aus dem Grund, dass im Gesetz oder in der Regelung für die Kategorie von Bediensteten, der sie angehören, eine Versetzung in den Ruhestand mit einem Alter vor 65 Jahren vorgesehen ist, genießen die günstigere Regelung, während die Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, nicht in den Genuss dieser günstigeren Regelung gelangen. Daher können die Erstgenannten ihre Ruhestandspension gleichzeitig mit einem Berufseinkommen bis 21.865,23 Euro oder 17.492,17 Euro beziehen, während die Letzteren ihre Ruhestandspension nur mit einem Berufseinkommen bis 7.570,00 Euro oder 6.056,01 Euro beziehen können.

B.7.1. Ein Behandlungsunterschied zwischen Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit oder aus einem anderen Grund von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, war bereits im Gesetz vom 5. April 1994 zur Regelung des gleichzeitigen Bezugs von Pensionen des öffentlichen Sektors und Einkommen aus einer Berufstätigkeit oder Ersatzehinkommen festgelegt worden (Artikel 4 § 4, ersetzt durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 23. Dezember 2002 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Gesetzes vom 5. April 1994, und Artikel 5), das durch Artikel 99 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 aufgehoben worden ist.

Dieser Behandlungsunterschied ergibt sich aus dem königlichen Erlass vom 13. April 1982 zur Ausführung von Artikel 11 des Programmgesetzes vom 2. Juli 1981, in dem für die Personen, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, mit Ausnahme der Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor diesem Alter von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, eine weniger strenge Sanktion im Falle der Überschreitung der zulässigen Einkommensobergrenzen festgelegt wurde.

B.7.2. Der Ausschluss der Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, aus der günstigeren Regelung in Bezug auf den gleichzeitigen Bezug der Pension und eines Berufseinkommens, ist während der Vorarbeiten zum angefochtenen Programmgesetz nicht begründet worden. Er war ebenfalls nicht während der Vorarbeiten zum vorerwähnten Gesetz vom 5. April 1994 begründet worden.

B.7.3. Außerdem wird mit der angefochtenen Maßnahme nicht eine Zielsetzung der Sicherung des Systems der Pensionen oder der sozialen Sicherheit angestrebt. Wie der Gerichtshof nämlich in seinem Entscheid Nr. 176/2008 erkannt hat, stellt sich « dieses Problem [- es soll vermieden werden, dass eine Ruhestands- und Hinterbliebenenpension gleichzeitig mit anderen Ersatzehinkünften bezogen werden kann, um somit die Bezahlbarkeit des Systems der sozialen Sicherheit im Allgemeinen und der Pensionen im Besonderen nicht zu gefährden -] nicht, wenn der Empfänger einer Ruhestands- und Hinterbliebenenpension durch eine begrenzte zugelassene Arbeit ein zusätzliches Einkommen erzielt, da diese Arbeit das System der sozialen Sicherheit nicht belastet, sondern gegebenenfalls sogar - wenn auch in beschränktem Maße - zu seiner Finanzierung beiträgt » (B.4).

B.8.1. Das aus dem Grund der vorzeitigen Versetzung in den Ruhestand abgeleitete Kriterium ist objektiv. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob dieses Kriterium sachdienlich ist.

Die beiden Kategorien von Personen, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, befinden sich in einer ähnlichen Situation, insofern sie aus einem von ihrem Willen unabhängigen Grund in den Ruhestand versetzt werden mit einem Alter, in dem die anderen Bediensteten noch arbeiten und die Einkünfte aus ihrer Arbeit genießen können. Außerdem ist es diesen beiden Kategorien von Personen erlaubt, gleichzeitig mit dem Bezug ihrer Ruhestandspension eine Tätigkeit auszuüben, die ihnen ein Berufseinkommen verschafft, das gewisse Obergrenzen nicht überschreitet. Schließlich wird auf diese beiden Kategorien von Personen für die Jahre nach demjenigen, in dem sie das Alter von 65 Jahren erreichen, die gleiche Regelung bezüglich der nicht zu überschreitenden Einkommensobergrenzen angewandt.

B.8.2. Hinsichtlich der Zielsetzung, die mit der Erlaubnis verfolgt wird, gleichzeitig eine Ruhestands- oder Hinterbliebenenpensionen und ein Berufseinkommen zu beziehen, so wie sie in B.5.1 in Erinnerung gerufen wurde, befinden die Bediensteten, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden aus einem von ihrem Willen unabhängigen Grund, sich aus den in B.8.1 angeführten Gründen in einer identischen Situation. Daher ist es nicht gerechtfertigt, die Bediensteten, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden und die den Willen und die Möglichkeit haben - was von der persönlichen und medizinischen Situation einer jeden Person abhängt -, ein Berufseinkommen zu erwerben, von der Vorzugsregelung des gleichzeitigen Bezugs auszuschließen.

B.9. Der Ausschluss der Bediensteten, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, aus der günstigeren Regelung des gleichzeitigen Bezugs hat außerdem unverhältnismäßige Folgen, da diese Personen *per definitionem* keine vollständige Pension erhalten und folglich Gefahr laufen, sich in einer prekären Situation zu befinden. Dies gilt umso mehr, als es ihnen aufgrund von Artikel 91 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 nunmehr verboten ist, ihre Ruhestandspension gleichzeitig mit einem Ersatz Einkommen zu beziehen, wie eine Invaliditätsentschädigung.

B.10. Schließlich bestimmt Artikel 115 Absätze 1 und 2 des Gesetzes vom 14. Februar 1961 über den Wirtschaftsaufschwung, den sozialen Fortschritt und die Sanierung der Finanzen:

« Vorbehaltlich der nachstehenden Ausnahmen darf das Recht auf eine Ruhestandspension nicht vor dem ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem die Personen im Sinne von Artikel 113 das Alter von 65 Jahren erreichen, entstehen.

Für die Militärpersonen und die Mitglieder des Gendarmeriekorps, und bis dies auf eine andere Weise geregelt wird, besteht das Recht zu dem Zeitpunkt, zu dem sie die Altersgrenze erreichen, die in den vor dem 1. Januar 1961 geltenden Bestimmungen galt ».

Aus dieser Bestimmung ergibt sich, dass der Fall der Versetzung in den Ruhestand von Amts wegen vor dem Alter von 65 Jahren aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit derzeit nur die Militärpersonen betrifft, und dies erklärt, dass die in B.5.2 angeführte Begründung des Abänderungsantrags auf diese Kategorie von Personen abzielt. Folglich findet die angefochtene Bestimmung in ihrer derzeitigen Fassung nur Anwendung auf Militärpersonen. Der Fall der Versetzung in den Ruhestand von Amts wegen vor dem Alter von 65 Jahren wegen körperlichen Untauglichkeit kann hingegen für alle Kategorien von Bediensteten, auf die sich die angefochtene Bestimmung bezieht, eintreten. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, hat die Nichtigerklärung der Wortfolge « aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit » nicht zur Folge, einen Behandlungsunterschied zwischen den Militärpersonen, die wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, und den anderen Bediensteten, die aus dem gleichen Grund von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, einzuführen.

B.11. Die Klage ist begründet. In Artikel 81 Buchstabe *a*) des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 ist die Wortfolge « aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit » für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Wortfolge « aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit » in Artikel 81 Buchstabe *a*) des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 30. Oktober 2014.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2014/15142]

5 MEI 2014. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek India inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door de echtgenoten van het diplomatiek en consulaire personeel, gesloten door uitwisseling van nota's te New Delhi op 8 augustus 2012 (1) (2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek India inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door de echtgenoten van het diplomatiek en consulaire personeel, gesloten door uitwisseling van nota's te New Delhi op 8 augustus 2012, zal volkomen gevolgd hebben.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2014/15142]

5 MAI 2014 — Loi portant assentiment à l'Arrangement entre le Royaume de Belgique et la République de l'Inde sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, conclu par échange des notes datées à New Delhi le 8 août 2012 (1) (2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Arrangement entre le Royaume de Belgique et la République de l'Inde sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, conclu par échange des notes datées à New Delhi le 8 août 2012, sortira son plein et entier effet.